

*Affaires courantes*

Par conséquent, ils demandent au Parlement de modifier le Code criminel afin que tous les Canadiens aient le droit de mourir avec dignité et que les personnes souffrant d'une maladie incurable ou d'une maladie irréversible et débilitante aient le droit d'avoir recours à l'aide d'un médecin pour mettre fin à leurs jours, au moment de leur choix, conformément à des mesures de protection strictes mises en place pour prévenir les abus et pour s'assurer qu'elles sont compétentes et que leur décision est libre et éclairée, et prise en connaissance de cause.

## LE FYROM

**M. Svend J. Robinson (Burnaby—Kingsway, NPD):** Deuxièmement, monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition lancée par le Congrès hellénique du Canada et signée par des centaines de Canadiens d'origine hellénique de la Colombie-Britannique et des sympathisants.

Les pétitionnaires soulignent que le Canada entretient des liens économiques, politiques et stratégiques forts et durables avec la Grèce, qui a été son alliée pendant tous les grands conflits du XX<sup>e</sup> siècle. Ils font valoir des données historiques démontrant que la Macédoine fait partie de la nation grecque depuis plus de 25 siècles et ils allèguent que la Grèce n'a aucune prétention territoriale sur le Fyrom. Ils se disent préoccupés par la campagne de propagande hostile lancée par le Fyrom contre la Grèce et par les dispositions hostiles de sa Constitution.

Par conséquent, les pétitionnaires exhortent le Parlement à ne prendre aucune mesure de reconnaissance du Fyrom tant que le gouvernement de ce territoire n'aura pas renoncé à l'utilisation du nom de Macédoine, qu'il n'aura pas éliminé de sa Constitution les dispositions condamnables, qu'il ne renoncera pas à l'utilisation de symboles dénotant des visées expansionnistes, qu'il n'aura pas cessé sa propagande hostile contre la Grèce et enfin, tant qu'il ne respectera pas rigoureusement les normes et les principes de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

## LE SÉNAT

**M. Svend J. Robinson (Burnaby—Kingsway, NPD):** La troisième pétition, monsieur le Président, exhorte le Parlement du Canada à reconnaître le gaspillage absurde qui se fait au Sénat du Canada.

Les pétitionnaires font remarquer que les sénateurs ne sont pas élus et n'ont pas à rendre de comptes devant la population du Canada, aussi exhortent-ils le Parlement à mettre fin à ce gaspillage de deniers publics et à abolir le Sénat.

## LE MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

**M. Svend J. Robinson (Burnaby—Kingsway, NPD):** Ma dernière pétition, monsieur le Président, a trait à la conversion des emplois et des installations militaires à des fins civiles. Elle est signée par des habitants de la Colombie-Britannique qui exhortent le Parlement à consacrer 1 p. 100, ou davantage, des économies réalisées par la réduction du budget de la Défense nationale à la création d'un centre national de ressources pour la

conversion et de comités locaux de conversion dans chacun des établissements du ministère de la Défense nationale.

\* \* \*

## QUESTIONS TRANSFORMÉES EN ORDRES DE DÉPÔT DE DOCUMENTS

**M. Peter Milliken (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Monsieur le Président, si les questions n<sup>os</sup> 96 et 126 étaient transformées en ordres de dépôt de documents, ces documents seraient déposés immédiatement.

**Le vice-président:** Plaît-il à la Chambre que les questions n<sup>os</sup> 96 et 126 soient transformées en ordres de dépôt de documents?

**Une voix:** D'accord.

[Texte]

Question n<sup>o</sup> 96—**M. Hill:**

Pour chacune des trois dernières années, a) combien y a-t-il eu de cas d'usage d'arme à feu durant la perpétration d'un acte criminel, b) combien d'accusations ont été portées dans chaque province aux termes de l'article 85 du Code criminel, c) parmi les accusés, combien étaient les propriétaires légalement inscrits de l'arme à feu utilisée durant la perpétration (ou la tentative de perpétration) de l'acte criminel, d) combien d'accusations ont été retirées, e) combien d'accusations se sont soldées par un acquittement, f) combien d'accusations se sont soldées par une condamnation, et g) quelles peines ont été imposées aux accusés condamnés?

(Le document est déposé.)

Question n<sup>o</sup> 126—**M. Simmons:**

Quelles mesures prennent le ministère des Finances et le ministère du Revenu national pour résoudre les problèmes associés au programme Aide fiscale à l'épargne-retraite, y compris le besoin d'améliorer l'information donnée sur ses coûts et ses résultats, le besoin d'examiner, de revoir et de renforcer la stratégie actuelle de vérification de l'observation et la nécessité, pour les deux ministères, d'améliorer l'information fournie au Parlement au sujet du programme, comme le fait remarquer le vérificateur général dans son rapport de 1994?

(Le document est déposé.)

[Traduction]

**M. Milliken:** Monsieur le Président, je demande que toutes les autres questions restent au *Feuilleton*.

**Le vice-président:** Les autres questions restent-elles au *Feuilleton*?

**Des voix:** D'accord.

\* \* \*

## DEMANDES DE DOCUMENTS

**M. Peter Milliken (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.):** Monsieur le Président, je demande que la motion portant production de documents soit reportée.

**Le vice-président:** La motion portant production de documents est-elle reportée?

**Des voix:** D'accord.